

LES GRÈVES DE LOYER: ACTION DIRECTE CONTRE LA VIE CHÈRE POUR UN LOGEMENT DIGNE



Arrestation massive pendant la grève des loyers de 1931 à Barcelone

**Tome 3: les grèves insurrectionnelles de locataires
en Espagne dans les années 30;
1914-2018 : un siècle de grève des loyers dans les
pays anglophones**

ÉDITIONS



Pour recevoir un exemplaire de notre journal, *Anarchosyndicalisme !*, envoyez votre adresse à notre local toulousain : CNT-AIT ; 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse

Autres coordonnées: Tel: 05 61 52 86 48

Courriel: contact@cnt-ait.info

Site Web: www.cnt-ait-info / www.cntaittoulouse.lautre.net

Facebook : @cnt.ait.toulouse / @chats.noirs.turbulents Twitter : @CNTAIT

Quelques autres adresses de contacts :

Paris-banlieue : contact@cnt-ait.info

Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot, Quercy : montauban@cnt-ait.info

Ariège : contacter contact@cntaittoulouse.lautre.net

Bretagne : initiative.redon@cnt-ait.info

Allier : initiative.03@cnt-ait.info

Pour nous rencontrer, pour préparer la Révolution, si vous avez un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local – 7 rue St Rémésy, Toulouse, près de la Place des Carmes - est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00

Vous pouvez également nous retrouver lors de tables de presse tous les dimanches aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00.

A Montauban également avec les tables de presse, le samedi, 10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes.

D'autres brochures sont disponibles sur notre site internet.

Il est possibilité de les obtenir en version papier, contactez-nous par mail ou par courrier.

Elles sont également disponibles au local, lors des permanences ou lors des tables de presse.

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1931 : Barcelone, la Grève massive des loyers..... | 1 |
| La compression des salaires..... | 2 |
| Origines de la grève des loyers | 3 |
| Le début de la grève des loyers..... | 4 |
| La répression par les autorités..... | 5 |
| | |
| 1933 : Toit et Dignité, la grève insurrectionnelle du Syndicat des locataires de Ténérife..... | 9 |
| Le contexte social et le problème du logement social à Tenerife dans les années 30 | 9 |
| Les <i>casas baratas</i> : où comment la bourgeoisie cherche à détourner les HLM de leur objectif pour défendre ses propres intérêts de classe | 11 |
| La Création du Syndicat des locataires, et l'influence anarchosindicaliste . | 12 |
| Face à l'impasse des discussions avec la Municipalité, l'évidence de la grève se fait jour | 14 |
| Première expulsion, explosion populaire de mécontentement..... | 16 |
| L'impuissance des élus d'opposition au conseil municipal..... | 18 |
| Malgré une répression brutale, la grève des locataires se poursuit..... | 18 |
| CONCLUSION..... | 23 |
| ANNEXE : Liste des 31 détenus du 6 juillet 1933 suite à la grève des loyers de Santa Cruz de Tenerife..... | 26 |
| | |
| 1914-2018 : Un siècle de grèves des loyers dans les pays anglophones..... | 27 |
| En Europe | 27 |
| En Amérique du Nord..... | 30 |

1931: BARCELONE, LA GREVE MASSIVE DES LOYERS

Malgré l'aspect réformiste, de prime abord, d'une lutte pour la réduction des loyers (le rapport social « propriétaire versus locataire » n'y est pas remis en question en tant que telle), la grève des loyers de 1931 à Barcelone se place (ainsi que bien d'autres moments de lutte en Espagne dans les années 1920-1930) dans le cours d'une guerre sociale qui mena à la révolution de 1936. Ces pratiques préfigurent également les mouvements d'autoréduction de loyers qui ont pu avoir lieu dans les années 1970 en Italie.

Des pratiques du siècle passé qu'il serait aujourd'hui encore plus que pertinent de mettre en œuvre... À vrai dire, seul un monde débarrassé des différences de classe (sans proprio ni locataire) pourrait rendre caduque la possibilité de la grève des loyers.

Février 2009, Zanzara athée (zanzara@squat.net) Pas de copyright

Barcelone, 1931: Grève massive des loyers

Ceci est l'histoire de l'une des plus grandes grèves des loyers du 20e siècle.

Barcelone est la capitale de la province de Catalogne dans le nord-est de l'Espagne. Dans les années 1920, Barcelone était la ville à la croissance la plus rapide en Europe. La modernisation et l'industrialisation avançaient à un pas rapide. Des migrants des régions proches affluaient dans la ville pour travailler.

La population de Barcelone s'accrut de 62 % durant cette décennie. Des banlieues ouvrières adjacentes comme Hospitalet et Santa Coloma doublèrent ou triplèrent en population. Dans les années 30, avec environ 6 millions de résidents, la province de Catalogne accueillait environ 70 % de la capacité industrielle de l'Espagne. Barcelone était devenue la plus grande ville d'Espagne avec 1,5 million d'habitants.

L'expansion de la population mena à une sérieuse pénurie de logements, et à une rapide inflation des loyers, avec des loyers augmentant de 150 % dans de nombreuses zones. La sévère pénurie de logements mena aussi à de graves problèmes de surpeuplement et de détérioration dans le type de logements disponibles pour la classe ouvrière. Il y avait quelques logements publics – constructions peu chères, en béton – mais seulement 2 200 unités avaient été construites. La municipalité comptait d'une manière écrasante sur le marché réel de la propriété privée pour fournir des logements.

Bien qu'il y ait quelques grands blocs d'appartements privés, ou « cités », la plupart des logements étaient fournis par une énorme masse de petits propriétaires. La principale organisation des propriétaires fonciers, la Chambre de la Propriété Urbaine, avait plus de 97 800 membres dans la province de Catalogne.



Les bidonvilles commencèrent à apparaître dans les faubourgs de la ville. Ces bidonvilles n'étaient pas construits par les résidents, mais par les propriétaires fonciers qui construisaient des taudis pendant que les autorités regardaient ailleurs. En 1927, on estimait que 6 000 taudis, abritant 30 000 personnes, avaient été construits à Barcelone, et plus encore dans les villes environnantes.

Dans les plus anciens secteurs de Barcelone, de nombreux appartements ou maisons furent découpés en minuscules unités. Souvent, les propriétaires avarés refusaient de fournir des arrières d'eau pour ces nouvelles unités, même si le code municipal de construction imposait l'eau courante depuis au moins 1891. En 1933, on estimait que 20 000 appartements ou maisons à Barcelone n'avaient pas l'eau courante.

La compression des salaires

Dans les années 1920, alors que les loyers augmentaient, les salaires ouvriers stagnaient. Du côté des syndicats de la ville, une atmosphère répressive rendait difficile toute pression sur les employeurs en vue d'obtenir des augmentations de salaire. Un mouvement syndical de masse avait émergé en Catalogne à l'époque de la 1^{re} Guerre mondiale, ponctué par la grève générale locale de 1917. Les travailleurs s'organisaient principalement au sein de la *Confederacion Nacional del Trabajo* (*Confédération Nationale du Travail*, CNT-AIT, section en Espagne de l'Association Internationale des Travailleurs, AIT, un mouvement syndical révolutionnaire organisé sur des bases anarchistes.

Au début des années 1920, les employeurs répondirent à l'augmentation du militantisme ouvrier en créant un syndicat « jaune » [propatronal] appelé le *Sindicato Libre* [le Syndicat Libre] et en engageant des pistoleros [tueurs à gages] pour assassiner des activistes connus de la CNT-AIT. Des centaines de travailleurs furent tués durant cette campagne. Certains activistes de la CNT-AIT ripostèrent en assassinant des patrons qui recrutaient des pistoleros. À partir de 1923, l'atmosphère

répressive fut officialisée par une dictature militaire dirigée par Primo de Rivera, qui fit interdire la CNT-AIT.

Origines de la grève des loyers

En 1930, la dictature s'était effondrée et la monarchie fut remplacée par une république élue aux élections d'avril 1931. Les groupes politiques et la CNT-AIT – jusque-là clandestins – purent s'organiser légalement.

Au début des années 1930, le chômage augmenta, mais les loyers restaient encore élevés, aggravant la crise. Des activistes de la CNT-AIT débattaient depuis la fin des années 20 sur la manière de dépasser les luttes limitées contre des employeurs individuels et de rendre les syndicats capables d'intervenir sur tous les problèmes sociaux affectant la classe ouvrière. En janvier 1931, *Solidaridad Obrera* [Solidarité Ouvrière, le quotidien de la CNT-AIT de Catalogne] publia une série d'articles appelant à l'action contre la crise du logement.



Les métiers du bâtiment étaient particulièrement affectés par la hausse du chômage au début des années 30 et le syndicat des travailleurs de la construction de la CNT-AIT montra le chemin sur le problème du logement. Le 12 avril 1931, le syndicat de la construction appela à un meeting pour discuter de la crise du logement. À ce meeting, Arturo Parera et Santiago Bilbao proposèrent la formation d'une « Commission de défense économique du Syndicat de la Construction », avec

une invitation à la rejoindre lancée aux autres syndicats.

Parera justifia la demande de réduction des loyers par le fait que l'inflation des loyers permettait aux propriétaires fonciers d'avoir un retour sur investissement excessif de 8 à 16 %. Il argumenta qu'immobiliser du capital dans des formes d'investissements improductifs comme la propriété immobilière contribuait à renforcer la stagnation économique du début des années 1930. Parera et Bilbao, tous les deux bien connus comme membres de la *Federacion Anarquista Iberica* [Fédération Anarchiste Ibérique, FAI], allaient jouer un rôle important dans la grève des loyers.

La Commission de Défense Economique [CDE] présenta d'abord sa demande de base – une réduction de 40 % des loyers – à un rassemblement massif de la CNT-AIT qui eut lieu le 1er mai 1931.

La campagne active de la CDE débuta par une série de meetings dans de nombreux faubourgs ouvriers de Barcelone et dans des banlieues ouvrières environnantes. Le



1er juillet, environ 1 500 personnes participèrent à un meeting à Barceloneta, un quartier ouvrier près du port, où vivaient de nombreux dockers. À ces meetings, les gens prenaient la parole contre les propriétaires fonciers et les marchands qu'ils accusaient

de voler le peuple, avec la complicité des autorités gouvernementales.

Cette série de meetings culmina dans un meeting de masse tenu au Palais des Beaux-Arts le 5 juillet. À ce meeting, les demandes suivantes furent adoptées comme bases du mouvement :

- La caution [généralement un mois de loyer] que les propriétaires prenaient aux locataires quand ils occupaient une habitation devait être utilisée comme loyer pour ce mois de juillet sans qu'un autre loyer soit payé ce mois-là. Après juillet, il devait y avoir une réduction de 40 % du loyer.
- Ceux qui étaient au chômage ne devaient payer aucun loyer.
- Si les propriétaires refusaient d'accepter la diminution des loyers, les locataires devaient se déclarer eux-mêmes en grève des loyers et ne rien payer, en affirmant toujours clairement que cela faisait partie du mouvement social général pour des loyers plus bas.

Cette proposition provoqua une réaction immédiate de la Chambre de la Propriété Urbaine qui dénonça cela comme une violation pure et simple de leur légitime droit de propriété. Pour eux, le seul problème était la défense policière de leurs droits. Ils refusèrent toute idée de solution négociée.

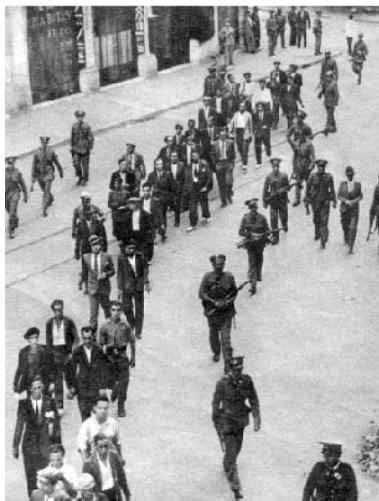
Le début de la grève des loyers

La Commission de Défense Economique estimait que 45 000 personnes prenaient part à la grève des loyers en juillet et plus de 100 000 en août. Même si ces estimations sont certainement un peu exagérées, il s'agissait clairement d'une grève massive des loyers. Il y avait des grèves des loyers dans tous les quartiers ouvriers de Barcelone et une quantité de villes périphériques avaient mis en place leurs propres Commissions de Défense Economique et poursuivaient une démarche similaire.

Aux élections d'avril 1931, le gouvernement provincial avait été remporté par le *Partit Esquerra Republicana Catalana* [Parti Républicain de la Gauche Catalane] – un parti nationaliste populiste basé principalement sur les classes des petits commerçants et artisans et sur les fermiers. Durant les élections, les dirigeants libéraux de l'Esquerra avaient promis de respecter les libertés civiles et avaient reconnu que la crise du logement devait être atténuée. Les militants de la CNT-AIT espéraient que les libéraux leur laisseraient au moins un peu de répit pour déployer l'organisation locale.

Pendant ce temps, les propriétaires décidèrent de passer au-dessus des leaders libéraux locaux en demandant l'intervention du gouvernement national. Le cabinet national avait de la sympathie pour les problèmes des propriétaires – même le ministre socialiste du Travail, Largo Caballero, qualifiait la campagne de réduction des loyers d'« absurde ».

La répression par les autorités



Arrestation massive pendant la grève des loyers de 1931 à Barcelone

Le 22 juillet, le gouvernement national trouva un prétexte pour intervenir. La grève des loyers à Barcelone coïncida avec une âpre grève nationale du syndicat CNT-AIT des travailleurs du téléphone contre la Compagnie de Téléphone Nationale Espagnole (une filiale de la multinationale américaine ITT). Le 22 juillet, une bombe éclata à Barcelone. L'attentat fit de sérieux dommages aux équipements téléphoniques, mais il n'y eut pas de blessés. Même si la bombe contre les installations téléphoniques n'avait pas de lien avec la grève des loyers, les représentants du gouvernement national à Barcelone interdirent un rassemblement de la Commission de Défense Economique prévu pour le 27 juillet. Le gouvernement commença aussi des poursuites contre les tracts de la CDE présentés comme « propagande séditionnaire ». Les propriétaires avaient argumenté que tant que ne pas payer son loyer était un « crime », le mouvement de la grève des loyers devait être interdit.

Néanmoins, des groupes locaux étaient encore capables de coordonner des actions dans de nombreux quartiers, opérant en dehors des locaux des syndicats de la CNT-AIT et des centres communautaires populaires (athénées) qui avaient été mis en

place par les anarchistes pour des cours, des événements culturels et des discussions politiques.

Dès le début du mois de mai, des familles avaient été remises dans des appartements d'où elles avaient été expulsées, et ce avant même que la grève des loyers soit en cours. Ces pratiques devinrent même de plus en plus courantes.

Suivant les lois existantes alors, les expulsions étaient supposées devoir être menées par des employés municipaux après jugement du tribunal municipal. Mais souvent, les employés municipaux étaient intimidés par des foules, ou bien sympathisaient avec les locataires grévistes. Il y avait tellement de groupes locaux organisés pour remettre les gens expulsés dans leurs maisons que les autorités ne pouvaient suivre. Exaspérée, la Chambre de la Propriété Urbaine organisa sa propre milice pour mener les expulsions, avec des camions pour déménager les biens des expulsés.

Le 3 août, le gouvernement national nomma un juriste conservateur, Anguera de Sojo, comme gouverneur civil de Barcelone. Anguera de Sojo fit savoir qu'il considérait la grève des loyers comme purement illégale et qu'il ne la tolérerait pas.

Le 17 août, Santiago Bilbao fut arrêté et placé en détention administrative, ce qui évitait un dossier d'accusation ou un procès. Il fut arrêté pour avoir « ridiculisé les autorités » en parlant en faveur de la grève des loyers à un meeting du syndicat des ouvriers du textile. À la fin du mois d'août, 53 militants de la CNT-AIT impliqués dans la campagne de la grève des loyers avaient été arrêtés. La détention administrative avait été l'une des pratiques les plus détestées de la dictature militaire de la fin des années 20, mais maintenant c'était le gouvernement républicain qui l'utilisait.

Dès la fin août, les 53 militants CNT-AIT en prison se déclarèrent en grève de la faim, ce qui aboutit à une mutinerie le 2 septembre. Au même moment, la CNT-AIT appela à une grève générale locale pour protester contre le traitement réservé aux gens arrêtés. Cela conduisit à de violents affrontements entre les grévistes et la police. Plusieurs centaines d'autres arrestations d'activistes eurent lieu.

Le 2 octobre, le gouverneur civil demanda les noms des membres de la CDE à la Fédération Locale de la CNT-AIT. La Fédération Locale refusa de coopérer et subit une lourde amende. À partir de ce moment, la CDE ne put même plus faire publier des communiqués de presse et passa à la clandestinité. Mais la grève des loyers continua dans de nombreuses parties de la ville.

Dans une lettre du 17 octobre au ministre de l'Intérieur, la Chambre de la Propriété Urbaine dénonça ce qu'elle appelait un « état d'anarchie » dans les quartiers ouvriers périphériques de Barcelone. En août, les autorités avaient fait intervenir la

Guardia, la force de police paramilitaire nationale, contre la grève. Lors d'une tentative d'expulsion, début octobre, la *guardia civil* fut incapable de remplir sa mission alors qu'elle faisait face à une grande foule de femmes enceintes et d'enfants, que l'officier de la *guardia* décida de ne pas attaquer. Finalement, la grève commença à être brisée par la pratique policière qui consistait à arrêter les gens expulsés qui avaient réoccupé leurs habitations avec l'aide de leur voisinage. En novembre, le niveau d'activité de la grève avait notablement diminué. Mais la grève des loyers continuait dans une certaine mesure sous une forme clandestine, avec des incidents et des conflits occasionnels avec les propriétaires.

En décembre, le gouvernement local, contrôlé par l'*Esquerra*, répondit à la grève des loyers en adoptant une loi qui autorisait les locataires à porter réclamation pour « loyer injuste » – une loi qui s'avéra être inapplicable et largement inutile pour les locataires ouvriers.

Dans de nombreuses parties de la ville, les propriétaires avaient été contraints de chercher un arrangement avec leurs locataires, acceptant de réduire les loyers plutôt que d'envisager la perspective de ne pas avoir de revenus pendant une longue période. Ou bien pour apaiser le conflit, le propriétaire acceptait simplement d'oublier les loyers impayés durant la période de la grève. Le résultat fut que de nombreux locataires ressentirent qu'ils avaient au moins gagné quelque chose par la grève.

Pour beaucoup des plus jeunes activistes, ce fut la première fois qu'ils furent impliqués dans une campagne d'action directe à grande échelle, et cela leur fournit une précieuse expérience de la manière dont une communauté peut s'organiser elle-même pour défier des gens avec un pouvoir économique et élaborer une solution à ses problèmes à travers sa propre activité. En ce sens, cela planta le décor pour les événements encore plus « dramatiques » qui allaient transformer Barcelone durant l'été 1936, avec le début de la révolution et de la guerre civile en Espagne.

Tom Wetzel

Nota Bene : La plupart des informations qui se trouvent dans ce texte sont tirées de « *The Practice of Direct Action: The Barcelona Rent Strike of 1931* » par Nick Rider, texte publié dans l'anthologie « *For Anarchism* », éditée par D. Goodway en 1989

1933 : TOIT ET DIGNITE, LA GREVE INSURRECTIONNELLE DU SYNDICAT DES LOCATAIRES DE TENERIFE¹

Nous pouvons affirmer que la grève des locataires de Santa Cruz de Tenerife fut le point culminant du mouvement syndical et gréviste dans la province des Îles Canaries. Deux raisons, profondément enracinées, déclenchent cette grève, et expliquent sa durée :

- d'une part, la pénurie de logements et en conséquence le coût élevé des loyers dans la capitale Tenerife et,
- d'autre part, la prise de conscience collective des locataires qui les amena à s'organiser sous forme syndicale de locataires.

Le contexte social et le problème du logement social à Tenerife dans les années 30

La population de Santa Cruz de Tenerife a observé une croissance rapide et notable au cours des trois premières décennies du XXe siècle, passant d'environ 38 000 habitants au début du siècle à environ 62 000 habitants en 1930 : « Ce qui signifie presque un doublement d'habitants dans la capitale, sans qu'ait été réalisée la croissance correspondante des infrastructures pour couvrir les besoins vitaux (principalement le logement et l'emploi) »² des nouveaux arrivants.

Le phénomène d'attraction démographique de la part de Santa Cruz de Tenerife répond à une raison principale : une orientation de l'économie locale vers le secteur des services, résultat du développement urbain généré, dans une large mesure, par une croissance significative des exportations et importations portuaires. Cette augmentation démographique, si rapide et forte, aura des conséquences évidentes sur la réalité économique et urbaine de la ville.

¹ Traduction libre et augmentée d'un texte de Carlos David Aguiar García, Docteur en histoire contemporaine de l'Université de Barcelone et Yanira Hermida Martín, Doctorat en histoire contemporaine de l'Université de Barcelone

² Miguel Ángel CABRERA ACOSTA: *La II República en las Canarias Occidentales*, Santa Cruz de Tenerife, CCPC-Cabildo de El Hierro, 1991, p. 356.

Dans la province, un double processus migratoire a été généré à la fin du 19^e siècle : d'une part, un déplacement de personnes des îles périphériques (La Palma, La Gomera et El Hierro) vers Tenerife et, d'autre part, dans l'île centrale, un déplacement du reste des municipalités vers Santa Cruz de Tenerife et La Laguna.³

La grande majorité des travailleurs pauvres des secteurs différents et, dans une moindre mesure une partie des classes moyennes, étaient logés dans des *ciudadela* (citadelles), il s'agissait des logements les moins chers, dans lesquelles plusieurs personnes se regroupaient souvent en une seule pièce pour, de cette manière, réduire les dépenses, et ainsi pouvoir assumer le paiement d'un loyer qui mangeait une part notable du salaire.

Pour être plus précis, voyons la définition que le professeur Ramón Pérez González a élaborée sur les *ciudadela* de Santa Cruz de Tenerife :

La *ciudadela* est un type de logement collectif, généralement développé au rez-de-chaussée, composé d'un certain nombre de pièces indépendantes, toujours de taille réduite, disposée de part et d'autre d'une allée aveugle de largeur et de longueur variables selon les cas, ou autour d'un patio, qui ont en commun presque toujours les toilettes et la cuisine ainsi que systématiquement un seul accès pour le patio ou l'allée depuis la rue, souvent fermée par un rideau.⁴

Les dimensions des maisons (conçues comme des maisons unifamiliales, qui abritaient entre quatre et six personnes) à l'intérieur des *ciudadela*, variaient de 36 mètres carrés de la citadelle située sur la *Rambla 9 de février* à 12,25 mètres carrés, pour la citadelle située sur la rue Iriarte.⁵

Pour les familles de travailleurs, s'ajoutait aux dimensions réduites de leur foyer, des loyers excessifs (entre 75 et 125 pesetas par mois⁶, alors qu'aucun travailleur ne touchait plus de six pesetas par jour, ce qui fixe le salaire mensuel à environ 120 ou 130 pesetas). Ainsi, se trouvait d'une part un grand nombre de travailleurs asphyxiés économiquement pour survivre ; et d'autre part, un groupe, plus ou moins réduit, de propriétaires et de personnes qui sous-louaient des *ciudadela* et qui toutes tiraient des bénéfices considérables de l'activité de location. Pour aggraver encore

³ CNT-AIT : *Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933*, Santa Cruz de Tenerife, CNT-AIT, 2003, pp. 9-10.

⁴ Ramón PÉREZ GONZÁLEZ: *Las Ciudades de Santa Cruz de Tenerife*, Santa Cruz de Tenerife, Aula de Cultura de Tenerife, 1982, pp. 8-9.

⁵ CNT-AIT : *Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ...*, p. 21.

⁶ Miguel Ángel CABRERA ACOSTA: *La segunda República en las Canarias occidentales...*, p. 358.

la situation, les sous-loueurs et les administrateurs de biens augmentèrent leurs frais fixes de gestion administrative, afin d'augmenter leur marge bénéficiaire.⁷

Les *casas baratas*: où comment la bourgeoisie cherche à détourner les HLM de leur objectif pour défendre ses propres intérêts de classe

En 1903, le ministère de l'Intérieur acheta trois parcelles et les remit à la mairie de Santa Cruz de Tenerife afin qu'elle construise des *casas baratas*, « maisons bon marché » – selon la terminologie de l'époque – dont le loyer ne devait pas être supérieur à 50 pesetas, et ainsi mettre fin à la situation sanitaire malheureuse générée par le surpeuplement des *ciudadela*, problème qui persistait depuis longtemps⁸.

À Santa Cruz de Tenerife, la politique de construction de maisons bon marché fut l'une des demandes prioritaires du mouvement ouvrier. Pendant la Deuxième République, aucune construction ne put voir le jour, bloquée par des artifices de la part des municipalités successives, le conseil municipal étant entre les mains de la classe politique traditionnelle conservatrice⁹ et la représentation des partis politiques de gauche diminuant progressivement.

Pour ne pas être accusée d'immobilisme, la Municipalité se devait de présenter des projets de *casas baratas*, même si elle n'en avait aucune envie d'un point de vue politique. Pour éviter ces constructions, ou du moins les dévier de leur objectif initial si elles devaient malgré tout voir le jour, le premier artifice consista à définir dans le projet des conditions d'attributions favorisant le clientélisme politique municipal : il était prévu que les habitations devaient revenir en premier aux employés municipaux gagnant moins de 3000 pesetas, puis aux familles vivants dans des habitations insalubres avec un salaire inférieur à 3000 pesetas, enfin aux ouvriers avec des salaires inférieurs à 3000 pesetas. En 1930, la Mairie alors de droite de Santa Cruz lança un appel d'offres pour la construction de ces *casas baratas*, mais aucun entrepreneur ne répondit. La bourgeoisie locale ne voulait pas de ces constructions.

Avec la nouvelle municipalité élue en 1931, sous la pression de la minorité socialiste, le projet fut de nouveau mis sur la table, mais avec des réticences de la municipalité. Le second artifice pour empêcher la réalisation effective de ces maisons bon marché fut de choisir des terrains d'implantations éloignés de tout ou même

⁷ CNT-AIT : *Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933...*, p. 23.

⁸ *Ibid.*, p. 18.

⁹ Pour une analyse plus détaillée de l'évolution des forces politiques qui ont occupé la mairie de Santa Cruz de Tenerife, et plus globalement les dynamiques politiques dans l'archipel canarien, voir : Carlos David AGUIAR GARCÍA: *La provincia de Santa Cruz de Tenerife entre dos dictaduras (1923-1945). Hambre y orden*, Tesis doctoral, Universitat de Barcelona, 2012.

carrément insalubres. En faisant cela la Municipalité de droite espérait jouer un coup double : soit le projet ne voyait pas le jour du fait de terrains peu appropriés à l'urbanisation (les quartiers de Salud Alto, de Los Campitos et la rue Barrionuevo), soit les projets sortaient effectivement de terre et cela permettait alors aux propriétaires de ces terrains¹⁰ de tirer une juteuse plus-value sur des terrains autrement sans aucune valeur et inexploitable. On le voit, la bourgeoisie pensait toujours en premier lieu à ses intérêts de classe, plutôt qu'à la résolution un problème social flagrant.

Sans surprise, en 1932 le Ministère du Travail et de la Prévision social, qui devait être consulté sur ces projets, rejeta le plan proposé, car les terrains choisis étaient inadéquats. Ce n'est qu'en mars 1936, sous la nouvelle municipalité du bourgeois républicain libéral José Carlos Schwartz¹¹ que le projet réapparut. Il faut dire que la grève des locataires de 1933 avait mis une pression suffisamment forte pour que le projet devienne réellement prioritaire. Cependant le coup d'État franquiste de juillet 1936, et la rapide victoire des fascistes dans les Canaries, enterra définitivement le projet.

La Création du Syndicat des locataires, et l'influence anarchosyndicaliste

En juillet 1923 avait été créée une première Ligue des locataires (Liga de Inquilinos), mais qui ne dura pas. Elle fut réanimée par la création en 1928 à Santa Cruz de Tenerife du Syndicat des locataires (Sindicato de Inquilinos)¹².

Quelques années plus tard, en 1932, la Fédération des travailleurs (*Federación Obrera*¹³) dans une assemblée tenue dans le cinéma La Paz réorganisa le Syndicat des locataires, basé dans la rue Miraflores de Santa Cruz, partageant l'adresse du journal de la CNT-AIT « En Marcha »¹⁴.

¹⁰ Ils appartenaient à la classe politique dominante des Îles : familles Cambreleng, Matías Molina et Ojeda. CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933..., p. 19

¹¹ Il fut fusillé par les franquistes dès le début de leur coup d'État à l'été 1936

¹² Osvaldo Brito González : Historia del Movimiento Obrero Canario, Madrid, Editorial Popular, 1980, p. 234.

¹³ *Federación Obrera* : Syndicat autonome spécifique des Canaries, qui se voulait unitaire en regroupant ouvriers anarchistes et socialistes. Si à l'origine le syndicat était plutôt socialiste, dans les années 1930 il évolua vers des tendances plus radicales, étant clairement influencé par l'idéologie anarchosyndicaliste. Du reste la *Federación Obrera* de Santa Cruz de Tenerife décida en 1933 de rejoindre la CNT-AIT. *El movimiento obrero en las Canarias Orientales (1930-1936): la Federación Obrera de la provincia de Las Palmas*, Suárez Bosa Miguel, Las Palmas de Gran Canaria, 1990, Cuadernos canarios de ciencias sociales

¹⁴ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933..., p.27.

---CONFIDENCIAL---(Del Fabricante Sr. Rojas)

EL PERIODICO "EN MARCHA" QUE ESTA EN LA CALLE DE MIRAFLORES, ENTRE LA CALLE DE X.Y GALICIAN TIENE ENTRADA EN CASA PARTICULAR POR MIRAFLORES Y AL FONDO ESTA LA IMPRINTERIA

Dénonciation anonyme aux franquistes de l'adresse d'En marcha, rue de Miraflores « qui dispose d'une entrée dans une maison particulière et l'imprimerie se trouve au fond »

Avec la fin de la dictature de Primo Rivera et l'avènement de la Seconde République espagnole en 1931, le Syndicat des locataires entra dans un conflit ouvert et continuellement protestataire, conflit dans lequel le mouvement ouvrier canarien mènera l'une de ses principales batailles¹⁵. Lors de l'Assemblée inaugurale du Syndicat, la raison d'être de l'organisation était évidente « pour éviter les abus commis par les propriétaires »¹⁶.

Il s'agissait de réduire la pénurie de loyers et de s'attaquer frontalement aux administrateurs de biens et aux sous-loueurs, qui contribuaient encore plus à rendre les loyers plus chers. Début 1933, le Syndicat se dotera d'un journal d'expression : la Voix du Locataire, *La voz del inquilino*. Le nombre d'adhérents à la Fédération passera de 200 syndiqués à la fin de 1932 à plus de 3 500 au plus fort de la grève¹⁷.

LA VOZ DEL INQUILINO

Redacción y Administración, Méndez Núñez, 9.—Toda la correspondencia al Director.

PERIODICO SEMANAL, ORGANO DEL SINDICATO DE INQUILINOS.—Director, Tomás Salinas.

No se devuelven los originales. De los escritos responden sus autores. Ejemplar. 0'15 cts.

Núm. 1.

Santa Cruz de Tenerife 11 de Julio de 1936.

Año 1.

EDITORIAL

ORACIÓN

La primera en la frente...

Para que, el protestazo firme a praxito de un derecho, se cometen. Para que, sin estridencia,

Rebiéndolas mejor que leyendo, una por una todas las palabras que encierra su escrito; por tres veces he deitado mi espíritu, imbuido de un alma de equidad que haga de

dita su razón al estudio y análisis de los hechos para proceder en conciencia.

¡ Quien con detenimiento haya leído la prueba serena, pero categórica,—que ese es el at-

de levantar sus clarines anónimos, cuyos ecos fomenten un estado de opinión favorable, y lleguen a donde debar llegar? ¿Es posible que por consideraciones de RESPETO, se permita

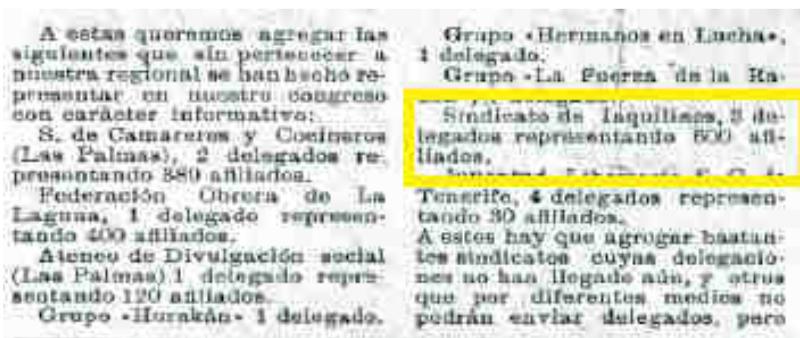
¹⁵ « Les grèves des locataires seront particulièrement virulentes à Santa Cruz de Tenerife, où les anarchistes favoriseront des rassemblements et des actions constantes contre les propriétaires, dont la grève du 5 juin 1933, qui provoquera une situation violente dans la capitale, avec des attaques et des attentats contre les maisons de divers usuriers ». Dans Osvaldo Brito González : *Histoire du mouvement des travailleurs des Canaries...*, p. 235.

¹⁶ « El problema de la vivienda », La tarde, 29 de agosto de 1932.

¹⁷ Miguel Ángel CABRERA ACOSTA: *La Segunda República en las Canarias occidentales...* p. 359. À titre de comparaison, la CNT-AIT de Santa Cruz de Tenerife comptait un peu plus de 1000 membres lors de son Congrès d'avril 1933.

Si le Syndicat des locataires fut créé par la Fédération ouvrière, elle-même sous l'influence idéologique de l'anarchosyndicalisme, elle se rapprocha organiquement de la CNT-AIT. Ainsi lors du congrès régional canarien de la CNT-AIT, le 8 avril 1933, une des motions présentées à ce congrès relatif à l'organisation du journal confédéral CNT est cosignée par Bernardino Garcia dont il est précisé qu'il est délégué par le Syndicat des Locataires. À ce même congrès régional de la CNT-AIT, une motion est discutée « au sujet des locataires », présentée par M. Martin, Salvador Dominguez, Virgilio Acosta, Rosendo Rodriiguez, et Ricardo Ferrada, ce dernier étant le président du Syndicat des Locataires¹⁸.

Enfin le journal de la CNT-AIT mentionne la présence à titre informatif de 3 délégués du syndicat des locataires, qui représentent 600 affiliés.



Face à l'impasse des discussions avec la Municipalité, l'évidence de la grève se fait jour

Après avoir tenté de négocier avec les autorités responsables du logement, le président du Syndicat, Ricardo Ferrada, affirma que les échecs du conseil municipal ont été le résultat d'une collision avec des institutions qui défendent les fraudeurs, c'est-à-dire les propriétaires du logement. Voyons son avis au sujet de la municipalité de Santa Cruz de Tenerife « les bureaux de l'hygiène se sont écrasés contre le “caciquisme”¹⁹ qui prévaut dans la municipalité. »²⁰

¹⁸ « Ponencias presentadas por los sindicatos afiliados a la CNT en el Primer Congreso Regional abril de 1933 », En *Marcha*, journal de la CNT-AIT de la région des Canaries, année 4, numéro 110, 8 avril 1933

¹⁹ En Espagne, un cacique est notable local qui exerce un contrôle de fait sur la vie politique et sociale de son district. (Larousse)

²⁰ Ricardo FERRADA : « Verdaderas causas del movimiento inquilino en Tenerife », *Hoy*, 16 de julio de 1933.

Lors de l'assemblée du 26 mars, le syndicat est confronté à un dilemme fort et seules deux options peuvent être retenues : dissoudre le syndicat ou déclarer la grève compte tenu de l'impossibilité de conclure des accords avec les propriétaires, les administrateurs et les autorités (judiciaires comme municipales) pour mettre un terme à l'exploitation dont souffraient les locataires²¹. Les propositions furent soumises au vote et c'est la grève qui fut décidée. Elle fut convoquée pour le 4 avril.

Le Syndicat établit alors une série de revendications qui devaient être satisfaites pour mettre fin à la grève, à savoir : que tous les adhérents des syndicats de la Fédération des travailleurs et ceux de la CNT-AIT ne paieraient pas leur loyer si ceux-ci n'étaient pas réduits de 40 % de leur prix actuel. Le Syndicat appelait à une résistance collective contre les expulsions et à faire pression sur le conseil municipal pour mener à bien ses projets de construction de maisons bon marché²².

De son côté, la *Cámara de Propiedad Urbana*, Chambre de la propriété urbaine, entité qui regroupait tous les propriétaires y compris ceux de logements locatifs, émit une note dans laquelle, après avoir pris connaissance de la proposition des locataires de réduire de 40 % les loyers, insista pour que les propriétaires ne cèdent en aucune manière à ces exigences, car ladite réduction n'était ordonnée par aucune loi²³.

Les médiations du gouverneur civil entre le Syndicat des locataires et la Chambre de propriété urbaine pour empêcher la grève de conduire à des actes de violence échouèrent lamentablement compte tenu de l'intransigeance des deux parties concernées.

À l'annonce de la première expulsion par les autorités pour le 5 juillet 1933, le Syndicat des locataires demanda le soutien de toute la classe ouvrière de Santa Cruz de Tenerife, par le biais d'un appel à la grève générale.



Appel à la grève générale en soutien aux locataires, parue dans En Marcha, le journal de la CNT-AIT des Canaries, juillet 1933

²¹ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., p. 32.

²² Ibid., pp. 33-34.

²³ "Una nota oficiosa. La Cámara de la Propiedad Urbana y alquileres de las casas", Gaceta de Tenerife, 19 de mayo de 1933.

Première expulsion, explosion populaire de mécontentement

La première expulsion eut lieu au numéro 62 de la rue Santiago²⁴. Immédiatement, la grève générale est déclenchée. À cette époque, quand ils étaient appelés à la grève générale, la grande majorité des travailleurs de la capitale quittaient leurs activités pour manifester dans la rue principale.



Manifestation dans le centre de Santa Cruz en solidarité avec la grève des locataires

Les autres expulsions prévues ce jour-là (numéro 63 de la rue San Miguel, numéro 23 de la rue Emilio Calzadilla et numéro 18 de Pasaje Ojeda) furent suspendues.

Ce même après-midi du 5 juillet, en riposte les locataires prirent d'assaut les maisons appartenant aux propriétaires et administrateurs les plus méprisés : Luciano Padrón, José Barbuzano, Norberto Morales, Manuel Fernández del Castillo, Ana Muñoz, Carlos Peraza et Macario Peña²⁵. Ils vidèrent les maisons bourgeoises de leurs meubles qu'ils détruisirent sur place dans la rue. Ils incendièrent également le navire de Francisco Naveiras (chef du Parti républicain radical, lié à la municipalité, et qui avait licencié des ouvriers les jours précédents). Ils ont également mis le feu aux entrepôts de paille de la famille Rodríguez López. Comme nous pouvons le voir, avec ces incendies, la grève qui initialement était une lutte entre propriétaires et locataires va s'étendre rapidement pour devenir une confrontation claire entre le mouvement ouvrier et la classe politique dominante de l'île (ni la famille Rodríguez López, ni la famille Batey, ni Francisco Naveiras ne louaient de maisons et donc n'étaient pas directement concernées par les revendications portant sur le logement ; par contre ils exploitaient bien des travailleurs dans leurs entreprises respectives).

Voici comment le journal *La Tarde*, *Le Soir*, caractérise les événements qui se déroulent le 5 juillet : « *d'énormes contingents de travailleurs, parmi lesquels de*

²⁴ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., p. 37-38.

²⁵ *Ibid.*, pp.38-39.

nombreuses femmes, ont parcouru les rues de la ville en formant différentes manifestations, applaudissant la grève générale et son triomphe immédiat. »²⁶

Le même après-midi, une réunion est convoquée dans les arènes pour évaluer la portée de la grève générale. Il est convenu de demander la médiation du gouverneur civil, Gil Tirado, d'appartenance radicale-socialiste, entre propriétaires et locataires, mais aussi de maintenir la grève générale pour continuer la pression.

Le 6 juillet, le gouverneur civil, effrayé par le grand nombre de personnes qui ont soutenu la grève générale et la tournure violente que prenaient les événements, au lieu de se prêter à la médiation entre les parties adverses, a décidé d'interdire les manifestations et ordonné à la Garde civile de dissoudre la réunion des locataires qui devait se tenir ce jour-là. Cette réunion rassembla plus de 2000 personnes, conduisant aux premières arrestations²⁷. Une soixantaine de personnes furent détenues à Paso Alto comme « prisonniers du gouvernement, » certaines accusées de troubles publics et d'autres de la sédition, et parmi eux 12 des dirigeants ouvriers les plus représentatifs des protestations²⁸.

Comme nous l'avons vu, la participation de nombreuses femmes à cette grève a été importante et certaines d'entre elles ont été arrêtées. Le livre « la Grève des locataires. Tenerife 1933 » publiée par la CNT-AIT, rappelle la liste publiée dans la presse locale des personnes détenues par ce conflit, parmi lesquelles figurent quatre femmes : Carmen Hernández Dorta, María Padilla Arteaga, et les sœurs Ginesa et Polonia Fernández García.²⁹

La rudesse des actions de protestation fut qualifiée de crime en raison de leur « tendance révolutionnaire et séditeuse », ce qui a conduit le gouverneur civil à décréter également la fermeture du siège et des lieux de réunion des *Federaciones Obreras*, du Syndicat des locataires et de la CNT-AIT canarienne. Plusieurs des personnes qui avaient été détenues du fait de grève des locataires, seront arrêtées puis assassinées (abattues ou jetées vivantes à la mer, enveloppées dans un sac, pratique assez répandue dans l'archipel des Canaries) après le soulèvement militaire fasciste du 18 juillet 1936.

²⁶ « Al respecto del problema de los alquileres », *La Tarde*, 7 de julio de 1933.

²⁷ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., pp. 40-41.

²⁸ "Orden Público. Huelga General 1933 », Archivo Histórico Provincial de Santa Cruz de Tenerife (AHPST), Gobierno Civil, Sign : 2.3.5.

²⁹ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933..., pp.40-41

L'impuissance des élus d'opposition au conseil municipal

En laissant de côté les tenants et aboutissants du cadre clientéliste de la politique insulaire, dans cette lutte pour le droit à un logement décent, les voix de nombreuses personnes marquantes de la gauche des Canaries se firent entendre, notamment celle de Isabel González González. Surnommée *Azucena Roja*, le lys rouge³⁰, elle connaissait profondément les dimensions de cette situation problématique et les conditions de vie de la classe ouvrière. Elle n'hésitait pas à jouer le jeu judiciaire en dénonçait explicitement les arnaques des propriétaires aux Impôts, espérant ainsi que la Justice bourgeoise agisse, là où les ouvriers anarchistes préféraient l'action directe sans intermédiaire étatique.

Ainsi elle dénonçait les propriétaires qui déclaraient aux autorités recevoir des loyers bien inférieurs à ceux effectivement perçus en réalité. Avec ces critiques, elle essayait d'obtenir des autorités républicaines les réformes et les changements nécessaires à la construction des fameuses maisons bon marché et à l'amélioration des contrats de location de logements. Toutefois, elle dut reconnaître l'impuissance de ses démarches tant politiques que judiciaires. « En ce qui me concerne, je peux dire que j'ai épuisé tous les recours afin que les propriétaires de la maison où je vis y installent eau courante ; le maire – semble-t-il – de dispose pas d'assez d'autorité pour contraindre un cacique comme Oramas à se conformer aux Ordonnances municipales. ³¹»

Malgré une répression brutale, la grève des locataires se poursuit

Le 7 juillet 1933, après 3 jours de troubles violents, la grève générale des travailleurs prend fin, l'activité habituelle reprend dans la capitale de Tenerife, mais la grève des locataires continue sa marche³², pour reprendre le titre de l'hebdomadaire de la CNT-AIT des Canaries qui publiait régulièrement des articles sur la grève. Le gouverneur civil, sous la pression de la bourgeoisie de Santa Cruz, adopte une position résolument répressive contre les locataires, qui comporte deux aspects fondamentaux : d'une part, il met en œuvre une politique visant à déclarer illégale la *Federación Obrera*, à fermer son imprimerie, à interdire ses publications.

³⁰ Fondatrice et leader du Parti Communiste dans les îles canaries, première femme à occuper un siège au Conseil municipal de Santa Cruz de Tenerife.

³¹ « Otra cacicada », *El Socialista*, 7 de septiembre de 1931

³² Miguel Ángel CABRERA ACOSTA: *La segunda República en las Canarias occidentales...*, p. 363

Derivaciones de la huelga de inquilinos

El paro general del miércoles y jueves

La organización, nuestra potente organización, esta vez secundada por el Centro de Dependientes, se ha lanzado una vez más a la calle, para defender como era de justicia a unas familias del pueblo que iban a ser lanzadas al arroyo por orden de la justicia histórica por negarse a pagar unos alquileres, cumpliendo lo acordado por el Sindicato de Inquilinos.

No ha querido satisfacerse los deseos razonados de la clase trabajadora demandando una rebaja en los escandalosos alquileres que en la actualidad se cobran, y se ha preferido provocar al pueblo ordenando unos desahucios que éste por dignidad no podía tolerar se llevasen a efecto.

Ha sido esa orden infame, esa pretensión inicua, la que hizo levantar la indignación popular y que se aprestaran todos, mujeres y hombres, a impedir que el atropello se realizara, y a que la venganza fuera un duro castigo a los desaprensivos caseros y administradores que han venido y vienen esquilmando al pueblo inquilino de Tenerife.

No podía esperarse otra cosa, dado como estaban los ánimos, que lo ocurrido el miércoles al efectuarse el primer desahucio. No se quiso tener en cuenta el ruego que hizo una autoridad para que se aplazara dicha extrema medida; no se quiso aceptar el buen deseo del Sindicato de Inquilinos para arreglar el conflicto con los caseros; se despreciaron todas las buenas indicaciones para buscar una solución a la huelga. Ante tanto tropiezo en la mala fe y poca disposición de los caseros a empezar unas negociaciones de arreglo, forzosamente tenía que aumentar el agravio en los inquilinos, reconcentrándose en ellos un odio que era de suponer estallaría en el primer momento que se intentara el desalojo de una casa por la fuerza.

Este estado de efervescencia del pueblo inquilino no se quiso tener en cuenta, y hoy se palpan las consecuencias. No se puede, pues, culpar de lo ocurrido al pueblo que pidió durante algunos meses solución al conflicto que tenía en pie. Son culpables solamente todos aquellos que, queriendo seguir explotando a los trabajadores con los alquileres exagerados de sus casas, no se avinieron a dar facilidades a las autoridades para intervenir en la pugna y buscarle una solu-

Bilan des 2 jours de grèves générale parus dans En Marche

Toutes les réunions de plus de trois personnes sont également dissoutes par la Garde civile³³. D'autre part, il ordonne que toutes les expulsions de logement ordonnées par les tribunaux soient effectuées, et ce sans délai³⁴.

Mais le degré de violence dans l'affrontement ne diminue pas et chaque expulsion d'un locataire sera suivie de l'explosion d'une bombe dans ladite maison expulsée ou dans d'autres propriétés des mêmes propriétaires ou de leurs gérants³⁵. La Garde civile détient les expulsés, soupçonnés d'avoir provoqué les explosions et les destructions collatérales. Les derniers sursauts de la grève des locataires seront constatés jusqu'à la dernière semaine d'août, date à laquelle elle pourra être considérée comme terminée.



Maison expulsée détruite par une bombe pour empêcher sa relocation par le propriétaire

³³ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., pp. 44-45.

³⁴ « Órdenes de desahucio », La tarde, 11 de julio de 1933.

³⁵ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., p. 45.



Les actions répressives des autorités sont soutenues par l'atmosphère de paranoïa et de méfiance croissante parmi l'élite politique canarienne³⁶. En effet, les caciques des îles ont été traumatisés par l'impact des événements de types insurrectionnels encouragés par la CNT-AIT depuis 1932, que ce soit dans la péninsule ou encore dans les Canaries mêmes avec les événements d'Hermigua en mars 1933.³⁷ Et le fameux agitateur anarchiste, Buenaventura Durutti, n'était-il pas venu en meeting en septembre 1932 à Tenerife ? (cf. photo).

Les propos du gouverneur civil, Gil Tirado, pour décrire la grève des locataires dans son information au ministre de l'Intérieur le 5 juin 1933, sont alarmants. Il décrit com-

ment, face aux expulsions, *“une grève générale absolue est promue dans la capitale, spontanée (sic) dans tous les services publics et privés, le commerce, l'industrie, les travaux, etc. avec l'exécution d'actes de sabotage”*. Il décide alors de concentrer toute la force publique dans la capitale de l'île, demandant la collaboration du gouvernement civil de Las Palmas³⁸. Dans son télégramme suivant d'information des autorités centrales, le gouverneur de Santa Cruz de Tenerife, rapporte le retour à la tranquillité, ainsi que les principales conséquences des événements de la veille : le refus et même l'opposition aux expulsions et la manière dont certains groupes de

³⁶ Carlos David AGUIAR GARCÍA: *La provincia de Santa Cruz de Tenerife entre dos dictaduras (1923-1945). Hambre y orden...* y Yanira Hermida Martín: *Mujeres y cambios sociales en la provincia de Santa Cruz de Tenerife. 1931-1975. Amas de casa, camaradas y marginadas*, Tesis doctoral, Universitat de Barcelona, 2012, pp.159-169.

³⁷ Le 22 mars 1933, les travailleurs du village de Hermigua dans l'île de Gomera, rejoints par leur famille, déclenchèrent une grève générale pour demander du travail et du pain. Partis en manifestation sur la plage, ils furent attaqués par les Gardes Civiles qui tirèrent des coups de feu, assassinant 5 grévistes. Par ailleurs de nombreux mouvements insurrectionnels furent lancés dans les années 1931-1933, souvent à l'initiative de la CNT-AIT, dans la péninsule, le plus célèbre étant celui de Casas Viejas du 10 au 12 janvier 1933.

³⁸ « Ante las reivindicaciones obreras el Gobernador Civil pide refuerzos a su homónimo de Las Palmas y al resto de fuerzas destinadas en la provincia. Orden Público. Huelga General 1933 », Archivo Histórico Provincial de Santa Cruz de Tenerife, Gobierno Civil, Sign : 2.3.5.

locataires ont attaqué les maisons et les meubles des propriétaires qui avaient demandé leur expulsion.

Cependant, bien que le Gouverneur ait ouvertement pris parti après les premières attaques contre les maisons des propriétaires, la bourgeoisie de Santa Cruz n'a pas pardonné à Gil Tirado de ne pas avoir agi plus durement dès le premier instant contre les locataires. Ainsi, après avoir informé les députés Antonio Lara, Alonso Pérez Díaz et Andrés Orozco des événements du 5 juillet, ils rencontrent Azaña et Casares Quiroga, le 7, faisant état de la mauvaise gestion de la grève par le Gouverneur civil de la province³⁹, qui sera définitivement révoqué en septembre⁴⁰. Le désaccord de l'élite de Santa Cruz avec le gouverneur civil se reflète dans un télégramme qu'ils lui adressent le 5 juillet 1933 et qu'il ne fera suivre au ministre de l'Intérieur que le lendemain :

*“Réunies les représentants des corporations signataires ci-dessous, nous nous devons de vous manifester notre sentiment que face aux événements et abus perpétrés aujourd'hui par des perturbateurs déclarés dans une grève illégale annoncée publiquement depuis hier, pas la moindre mesure préventive ou répressive n'a été prise par votre autorité, et ce bien que des foyers aient été dévalisés, des meubles incendiés sur la voie publique et jusqu'à des maisons détruites, en la présence impassible de la police gouvernementale, nous avons ; Aussi, nous avons convenu de contacter le Gouvernement de la République pour lui demander une protection en dehors de votre nullité, avec laquelle nous nous déclarons incompatibles...”*⁴¹. Le télégramme susmentionné est signé par le président de la Mancomunidad (Communauté de commune) provinciale R. Gil Roldán, le président du Conseil de l'île : Maximino Acea, et le maire de Santa Cruz de Tenerife : T. de Armas.

La note du gouverneur civil au ministre de l'Intérieur se poursuit avec l'explication du télégramme qu'il lui a transmis et qu'il considère comme *“diffamatoire, tendancieux de faussetés méprisantes et hautement irrespectueuses”*, motivé par une vengeance revancharde de ces dirigeants de l'élite politique de Tenerife :

“...C'est pour me rendre difficile et même impossible toute action saine, honnête, légale, morale et juste que ces soi-disant représentants estiment que leur politique de cacique est centrale pour leur fierté. Je ne me prête pas à leurs manœuvres et je ne consens pas à ce que ce gouvernement civil et à son gouverneur actuel soient leur marionnette pour leurs caprices comme ils l'ont toujours été auparavant. Je peux vous assurer que depuis ma prise de fonction, j'ai mis en évidence de graves

³⁹ « Información telegráfica », *Hoy*, 8 de julio de 1933.

⁴⁰ CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., p. 44.

⁴¹ Orden Público. Huelga General 1933”, Archivo Histórico Provincial de Santa Cruz de Tenerife, Gobierno Civil, Sign : 2.3.5.

problèmes dont les résolutions passaient par la modification totale de leur système politique avec un gang de chefferie à l'ancienne, dégénéré et avec une caciquisme le plus sauvage, que j'ai dû détruire totalement pour commencer à construire de rien pour le bien de la République... »⁴²

CONCLUSION

Après cinq mois de grève des loyers et une émeute insurrectionnelle, prolongée par des actes de sabotage contre les propriétaires ou les patrons, le mouvement dû être suspendu, sans avoir obtenu de satisfaction des revendications. Du moins, les mois de loyers qui n'avaient pas été payés ne furent jamais réclamés par les propriétaires qui durent s'asseoir dessus.

L'évaluation de l'importance de la grève des locataires est une tâche ardue et complexe. Sans aucun doute, ce mouvement a dépassé de loin la confrontation entre locataires et propriétaires et supposé une polarisation des positions entre le mouvement ouvrier et la classe socio-économique dominante de l'île, les deux protagonistes adoptants des attitudes de plus en plus violentes.

D'ailleurs, cette grève doit se comprendre dans un continuum de luttes revendicatives dans les années du début de la seconde république, aussi bien dans les Canaries que dans toute l'Espagne, luttes souvent inspirées si ce n'est impulsées et conduites par les anarchosindicalistes de la CNT-AIT. Pour les seules Canaries, il y eut en 1932, 42 grèves de toutes natures et en 1933, 69 mouvements de plus ou moins grande ampleur. On citera les plus significatifs : la grève des travailleurs du port de Santa Cruz en mai-juin 1932, les fréquentes grèves des ouvriers du tabac (juillet 1931, novembre 1931, fin 1932 juin 1933), la grève et le massacre des ouvriers de Hermiga en janvier 1933...

Selon Miguel A. Cabrera, il y a eu un rapprochement des positions de différentes catégories qui leur permit d'agir de manière conjointe dans la grève⁴³ : le prolétariat le plus pauvre, représenté par la *Federación Obrera* qui venait d'intégrer la CNT-AIT, les employés plus confortables et ceux des services publics organisés à l'UGT, notamment au Syndicat des employés de commerce, industrie et banque, et une grande masse de locataires de condition petite-bourgeoise qui n'appartenait à aucun syndicat. À titre d'exemple de cette convergence, il est remarquable que l'assemblée du Syndicat des locataires tenue en avril 1936⁴⁴ se choisisse pour trésorière Isabel Cabrera, pourtant elle-même petite propriétaire de son propre logement, 'en

⁴² *Ibíd.*

⁴³ Miguel Ángel CABRERA ACOSTA: *La Segunda República en las Canarias occidentales...* p. 366.

⁴⁴ "Sindicato de Inquilinos. Aviso », *Gaceta de Tenerife*, 14 de abril de 1936.

reconnaissance de sa grande ferveur et de son travail désintéressé'. Ces secteurs finiront à terme par se regrouper lors des élections de février 1936 dans la coalition hétérogène de gauche que l'on a appelée le Front populaire.

La grève a été interprétée par certains historiens comme un échec, car le Syndicat des locataires n'a pas été en mesure d'imposer leurs propositions, mais progressivement les conditions de location dans la capitale de Tenerife se sont améliorées, la classe politique dirigeante a pris conscience de la nécessité – déjà pour son propre intérêt – de remédier à ce grave problème afin d'atteindre ainsi la paix sociale nécessaire pour que ses affaires puissent prospérer en toute normalité et sans soubresauts.

Après le soulèvement militaire franquiste du 18 juillet, le conseil municipal – acquis à la cause fasciste – abordera un projet de construction de maisons bon marché et petit à petit, le problème du logement à Tenerife sera atténué, bien que partiellement.

Parmi les suites de la grève des locataires, il faut rappeler que la répression contre le mouvement populaire, commencée dès le début du soulèvement franquiste, fut extrêmement sévère. Elle se soldera par diverses exécutions, avec des jugements sommaires, et l'assassinat ou la disparition dans l'océan Atlantique de centaines de membres des syndicats ouvriers. Parmi les ouvriers condamnés à mort, rares sont ceux dont les bourreaux ont pris la peine de garder une trace de l'exécution de leurs bases œuvres :

– Paulino Hernández (27 ans), du Syndicat des Transports terrestres de la CNT-AIT. En 1933, il a apporté son soutien aux personnes accusées des événements d'Hermigua en réalisant des collectes de fonds pour les proches des accusés. Collaborateur de l'hebdomadaire, En Marcha, organe de la CNT-AIT des îles Canaries. Accusé d'avoir mis le feu à l'usine de salaison de Francisco Naveiras pendant la grève des locataires. Fusillé le 18 septembre 1936.⁴⁵

– Amadeo Hernández, accusé d'avoir mis le feu à l'usine de salaison Francisco Naveiras avec son frère Paulino.



Les frères Amadeo et Paulino Hernández

⁴⁵ Ricardo GARCÍA LUIS: *La Justicia de los Rebeldes. Los Fusilados en Santa Cruz de Tenerife (1936-1940)*, Tenerife, Baile del Sol, Colección Vacaguaré, 1994. pp. 52-57; y CNT-AIT : *Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ...*, p. 60.

Capturé à Las Palmas de Gran Canaria, il fut jeté vivant à la mer, sans procès préalable.⁴⁶

– Francisco Sosa Castilla (menuisier, 26 ans) président du Syndicat des locataires en 1936. Il fut l'un des organisateurs de la grève d'avril à juillet 1933. Arrêté en décembre 1933 pour incendie volontaire lors de la grève syndicale de la branche du bois organisée par la CNT-AIT. Il a dirigé un groupe de travailleurs qui ont tenté de faire face au coup d'État. Soumis à un conseil de guerre qui l'a condamné à mort le 7 octobre 1936 ; il fut fusillé le 13 octobre.⁴⁷

– Jorge Hernández Mora, charpentier, secrétaire de la *Federación Obrera*. Détenu pendant la grève des locataires. Fusillé le 23 janvier 1937.⁴⁸

– Francisco Infante Díaz, membre du Syndicat des maçons de la CNT-AIT, fils de Francisco Silvestre Infante, chef du Syndicat des locataires lors de la grève de 1933. Fusillé le 23 janvier 1937.⁴⁹

– Francisco Reyes Martín, qui avait écrit divers articles dans « En marcha » pour défendre les locataires pendant la grève⁵⁰ fut fusillé le 23 janvier 1937⁵¹.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Tous ses articles parurent dans l'hebdomadaire « En Marcha, portavoz de la CNT-AIT en Canarias ». Francisco REYES: « Opinamos », En Marcha, 124, 15 de julio de 1933 ; ÍD : « Afirmaciones », En Marcha, 127, 14 de octubre 1933; ÍD. : « A las urnas no, a la calle sí », 130, 4 de noviembre de 1933; ÍD. : « Osadía socialista », 131, 11 de noviembre de 1933; ÍD. : « Las injusticias de la Justicia », 137, 13 de enero de 1934.

⁵¹ Ricardo GARCÍA LUIS: Justicia de los Rebeldes. Los Fusilados en Santa Cruz de Tenerife (1936-1940)..., pp. 122-125 ; y CNT-AIT : Huelga de Inquilinos. Tenerife 1933 ..., p. 60.

**ANNEXE : Liste des 31 détenus du 6 juillet 1933
suite à la grève des loyers de Santa Cruz de Tenerife**

Carlos Herrera Pérez
Enrique Cruz García
Juan Ramírez González
Amadeo Hernández y Hernández
Paulino Hernández y Hernández
Joaquín Alayón Navarro
Juan Romero González
Carlos Herrera Pérez
Enrique Cruz García,
Francisco Fresnada Dieppa
José y Álvaro Jiménez Pérez
Antonio González Gil “Mestizo”
Gregorio Remón Rodríguez “Platanito”
Cirilo Socorro Cubas “Juan el Canario”
Carmen Hernández Dorta
José Delgado Torres
Melitón Castro García

José Manuel González Valladares “ El
Cubanito”, Le petit cubain
Cándido Delgado Oramas
Ginesa Fernández García
Polonia Fernández García
Francisco Pérez Sabina “Peruales”, le
péruvien
Santiago Hernández del Castillo
Jerónimo Henríquez Miranda
Francisco Carrillo Díaz
Eugenio Montesino Prieto
María Padilla Arteaga
Domingo Pérez García “Podrido”, le
pourri
José Delgado García
Francisco Román Romero
José Hernández Mora

Confederación Regional del Trabajo de Canarias

Gran mitin Pro-presos

El domingo 23 del actual a las 10 y media de la mañana en el
Cine La Paz (al aire libre)

Tomarán parte los siguientes compañeros:

Artiles, Coba y Manuel Pérez

¡TRABAJADORES! ¡MUJERES PROLETARIAS!

No olvidéis a los hermanos que sufren en el fondo de las cárceles. Acordaos de los compañeros
detenidos en la cárcel de Tenerife, cuya causa se verá la semana próxima, y a quienes
el fiscal pide la enorme condena de 30 años de prisión!...

**¡COMPAÑEROS! En un gesto digno de solidaridad a los caí-
dos, todos a este grandioso mitin.**

EL COMITÉ REGIONAL

*Meeting de solidarité avec les
prisonniers suite à la grève
des locataires*

1914-2018: UN SIECLE DE GREVES DES LOYERS DANS LES PAYS ANGLOPHONES

Les problèmes de logement ne datent pas d’hier. Les réactions populaires non plus. En plus des exemples de lutte que nous avons compilés dans cette brochure, voici un petit florilège, inspiré de Wikipédia, de luttes – menées très souvent par des femmes au passage – à des époques où il n’y avait ni internet ni réseaux sociaux, ce qui n’empêchait pas l’auto-organisation autonome...

En Europe

Glasgow, 1915



Pendant la Première Guerre mondiale, les propriétaires d’immeubles d’habitation à Glasgow ont cherché à profiter de l’afflux de constructeurs navals dans la ville et de l’absence de nombreux hommes pour augmenter les loyers. Les femmes laissées seules à l’arrière étaient considérées comme une cible facile et ont vu une augmentation générale de loyers pouvant aller jusqu’à 25 %. Des huissiers expulsaient les foyers incapables de payer la hausse de loyer.

À la suite de cette augmentation des loyers, il y a eu une réaction populaire contre les propriétaires qui a pris la forme d’une grève des loyers. La grève des locataires a commencé en mars 1915, lorsqu’une femme résista son expulsion. Son mari était soldat et la dette envers le propriétaire s’élevait à une livre. Le fait que les parents, les frères et les maris étaient en guerre pendant leur expulsion a accru la colère populaire. Lorsque des agents des forces de l’ordre arrivèrent, des centaines de voisins indignés leur barrèrent la route.

La grève a été une énorme manifestation d’auto-organisation ouvrière et populaire, avec des femmes au premier plan. Elle reçut également le soutien des travailleurs des chantiers navals et d’autres industries, qui ont fait grève à plusieurs reprises. Helen Crawford, qui accompagnait Mary Barbour dans la campagne, l’a racontée ainsi : “La *Glasgow Women’s Housing Association* s’occupait de cette question et



des comités furent formés dans les quartiers populaires pour résister à ces augmentations de loyer. Nous imprimions des affiches imprimées avec le slogan ‘GRÈVE DES LOYERS – NOUS NE DÉMÉNAGERONS PAS’, que l’on plaçait sur les fenêtres des maisons.

En novembre, le conflit a atteint sa plus grande dimension, avec 20 000 foyers en grève. Le 17, plusieurs grévistes furent convoqués au tribunal, auquel répondit une manifestation de solidarité massive. La grève des locataires a culminé en un triomphe majeur, car toutes les accusations ont été abandonnées et une loi a été adoptée au Parlement peu de temps après pour limiter les augmentations de loyer. La mobilisation des femmes a radicalisé les ouvriers d’usine, qui ont déclenché des grèves pour des augmentations de salaire.”

Le mouvement était mené par Mary Barbour, entourée de son “armée de femmes” dont Mary B. Laird, Helen Crawford, Agnes. Sa stratégie était d’organiser la résistance des femmes, qui passaient une grande partie de la journée à la maison. Si de leur poste d’observation elles voyaient des huissiers ou des agents d’expulsion rentrer dans le quartier, elles devaient sonner l’alerte. Immédiatement, des dizaines ou des centaines de femmes quittaient leurs tâches ménagères et descendaient dans la rue avec des “armes artisanales” : fruits pourris, chiffons mouillés ou bombes à farine. Elles baissaient aussi leurs jupes pour leur monter leurs fesses ou elles les jetaient dans les poubelles dans l’arrière-cour des immeubles. Elles ont ainsi réussi à arrêter les expulsions à de nombreuses reprises.

Les grèves se sont rapidement répandues et sont devenues un succès retentissant à Glasgow puis dans d’autres villes à travers le Royaume-Uni au point que le gouvernement, le 27 novembre 1915, a introduit une loi pour limiter les loyers au niveau d’avant-guerre.

La grève des loyers de Leeds en 1914

Début janvier 1914, environ 300 locataires vivant dans le quartier Burley de Leeds se sont mis en grève des loyers contre une augmentation de 6 pence des loyers imposée par les propriétaires. L’augmentation du loyer avait été demandée par la branche de Leeds de la *Property Owners Association* (Association de propriétaire d’immeubles de logement).

Lors d'une réunion de locataires le dimanche 10 janvier, les organisateurs de la grève des loyers ont appelé à une manifestation dans toute la ville contre l'augmentation. Une semaine plus tard, le *Leeds Trades Council* (conseil syndical de Leeds) a accueilli une conférence du *Labour* (parti travailliste) visant à organiser une résistance massive face à l'augmentation des loyers. Une Organisation de Défense des Locataires a été formée avec un comité central de neuf membres qui avait pour mission de diffuser la campagne de résistance à la hausse des loyers à travers la ville par une série de réunions publiques et de porte-à-porte. La grève de loyers a duré huit semaines. Finalement, les membres du comité de lutte ont été expulsés et mis sur une liste noire les empêchant de trouver un bail de location dans toute la région.

Grève des loyers de Kirkby (1972-1973)

Grève des loyers de 14 mois déclenchée le 9 octobre 1972 par 3 000 locataires dans la ville de Kirkby, proche (10 km) de Liverpool, contre le *Housing Finances Act*, qui provoquait une augmentation des loyers de 1 livre. Un groupe de femmes du quartier de Tower Hill a formé un groupe de discussion et de soutien pour s'entraider face à cette augmentation alors que la région est confrontée à des fermetures d'usines. Ces femmes ont formé un Groupe d'Action sur les Loyers Injustes et ont organisé une grève des loyers.

University College London (2015-2018)



Aux origines du mouvement en 2015, un groupe de 60 étudiants s'organise à Londres, courant 2016, le mouvement de grève des loyers concerne plus d'un millier d'étudiants de l'*University College London* (UCL) qui décident de suspendre le paiement de leur loyer face aux augmentations régulières de loyers dans

des immeubles destinés au logement des étudiants de cette université. Les étudiants ont remporté le bras de fer contre les propriétaires et ont obtenu le recul des augmentations.

Cette grève des loyers s'est étendue à d'autres universités britanniques, de nombreuses organisations ont mis en place des campagnes "*Cut the rent*" ("Coupez le Loyer") en référence au mouvement originel de l'UCL. Depuis cette grève des loyers de 2016, des grèves de loyers ont également eu lieu en



2017 6 et 2018 7 à l'UCL autour des mêmes revendications et préoccupation de logement digne et de réduction des loyers. Ces combats ultérieurs ont conduit à des gains dépassant 1,5 million de livres sterling pour les locataires.

En Amérique du Nord

Grève des loyers de New York en 1907



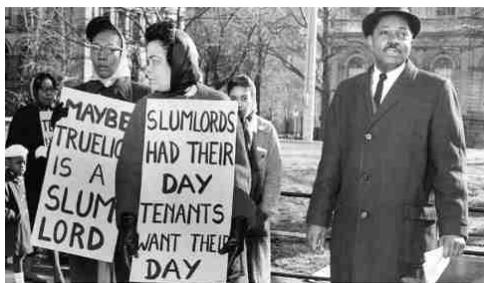
« Cette maison est en grève des loyers », New York, 1919, avec le soutien des voisins.

En 1907, en réponse à la hausse des loyers due à la pénurie de logements, 10 000 familles du sud de Manhattan ont initié une grève des loyers. Parmi les protagonistes de cette grève, Pauline Newman, alors âgée de 16 ans, des femmes au foyer et des femmes travaillant dans l'industrie du vêtement. La grève a duré du 26 décembre au 9 janvier et a conduit à une baisse de loyers pour environ 2 000 familles.

Par la suite des mouvements similaires se sont répétés tout au long des premières années du XXe siècle.

Vague nationale de grèves des loyers à travers les États-Unis dans les années 1960 et au début des années 70.

Les grèves des loyers se sont propagées aux États-Unis en réponse à des négligences chroniques de l'entretien de logements urbains privés et publics. La grève qui inspire le mouvement date de 1963-1964 à Harlem, elle devient une tactique populaire à la fois parmi les étudiants des villes universitaires et les locataires de logements sociaux qui vivaient dans des conditions insalubres en raison du sous-investissement et des politiques fédérales racistes.



Peut-être que Truelio [nom d'un propriétaire] est le Seigneur des taudis ? Les Seigneurs des taudis ont eu leur jour, les locataires veulent qu'arrive leur jour.

LES GRÈVES DE LOYER: ACTION DIRECTE CONTRE LA VIE CHÈRE ET POUR UN LOGEMENT DIGNE

Pour une grève des loyers,

Confinés mais pas résignés

Nos vies valent plus que leurs loyers !



A partir du 1er Avril 2020

Ni factures
Ni loyer

Tome 1 : « La propriété, c'est le vol » : L'exploitation locative et ses conséquences ; Les premières luttes pour le logement et l'invention de l'action directe, de la Commune à Buenos Aires

Tome 2 : 1922 : « Je ne paye pas, je fais la grève des pyers » : quand des internationalistes et des prostituées font exploser la marmite sociale au Mexique ...

Tome 3 : les grèves insurrectionnelles de locataires en Espagne dans les années 30 ; 1914-2018 : un siècle de grève des loyers dans les pays anglophones

Tome 4 : Des années 1960 à aujourd'hui : Autonomie populaire et désobéissance civile (Italie, Foyers Sonacotra, Levallois-Perret, Varsovie

ÉDITIONS

CNT
AIT